Au printemps dernier, syndicats et associations publiaient un plan de sortie de crise avec 34 propositions dans une tribune publiée mi-mars et intitulée « Plus jamais ça, construisons le monde d'après ».

La crise sanitaire a mis à jour l'urgence sociale et environnementale et donc la nécessité d'une remise à plat totale des orientations politiques

Il y a quelques mois, 18 organisations, dont la CGT, appelaient dans une tribune commune, le gouvernement à préparer « le jour d'après » en considérant que la crise sanitaire mettait au jour l'urgence sociale et environnementale et donc la nécessité d'une remise à plat totale des orientations politiques en France et dans le monde, tant en matière économique, sociale, qu'environnementale et démocratique.

Dans une lettre ouverte aux parlementaires, le collectif appelle à mettre en place des mesures d'urgences et une politique de transformation en profondeur.

Nous ne pouvons pas nous résoudre à une opposition systématique emploi-climat, entre l'urgence sociale et environnementale

Nos organisations ne peuvent se résigner au rétrécissement du cadre démocratique et à une crise sanitaire sur la durée, permettant de justifier la casse sociale et l'absence totale de politique ambitieuse de transition climatique.

Nos 34 propositions demandent entre autres :

- **un plan d'urgence pour l'hôpital**, l'éducation et l'ensemble des services publics : recrutements, formations, revalorisations ;
- **l'arrêt des plans sociaux et l'imposition de conditions sociales et environnementales en contrepartie** de tout soutien public aux entreprises, et l'interdiction de verser des dividendes pour les entreprises bénéficiant d'aides de l'État pendant la crise ;
- **la stricte application de toutes les mesures proposées par la Convention citoyenne** pour le climat et la mise en place d'un impôt sur la fortune climatique ;
- **un plan de transition écologique et de relocalisation** de notre agriculture et de nos industries ;
- **la réduction et le partage du temps de travail** pour lutter contre le chômage de masse, avec la semaine de 32 heures comme référence, sans perte de salaire ni flexibilisation.

Face à l'urgence climatique et les conséquences du réchauffement prouvées scientifiquement, et plus largement, face aux urgences écologiques et aux enjeux de la préservation des ressources de notre planète, nous ne pouvons pas nous résoudre à une opposition systématique emploi climat, entre l'urgence sociale et environnementale.

Le social et l'environnemental sont liés

Si nous voulons un changement radical de société pour davantage de justice sociale et de justice environnementale, il faut travailler en parallèle sur les deux sujets pour transformer la société et permettre d'améliorer les conditions de vie, de travail, de toute la population.

Par ailleurs, des questions importantes comme celle de la transformation de nos productions ne peut être laissée aux mains des grands groupes qui n'ont d'autres intérêts que de verser des dividendes rapides à des actionnaires. Il y a d'autres solutions que celle de la fermeture systématique et de la désindustrialisation.

Ces solutions sont dans l'adaptation de nos productions aux réalités qui existent actuellement. Il est possible de le faire et que les travailleurs trouvent du mieux-être au travail et peut être aussi du

sens à leur activité.

Sans attendre la sortie de la crise actuelle, c'est dès maintenant qu'il faut, en collaboration avec l'ensemble de la population, mettre en place des mesures d'urgences et une politique de transformation en profondeur.

C'est aujourd'hui qu'il faut construire le monde d'après.

Public: Plus Jamais Ca

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank